



STATISTIQUES ET INDICATEURS

LES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 EN 2022

EN 2022, LES DÉPENSES AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 ONT DIMINUÉ DE

13,8%

DU FAIT DE LA FIN DE L'ANNÉE BLANCHE ET DE LA REPRISSE DE L'ACTIVITÉ

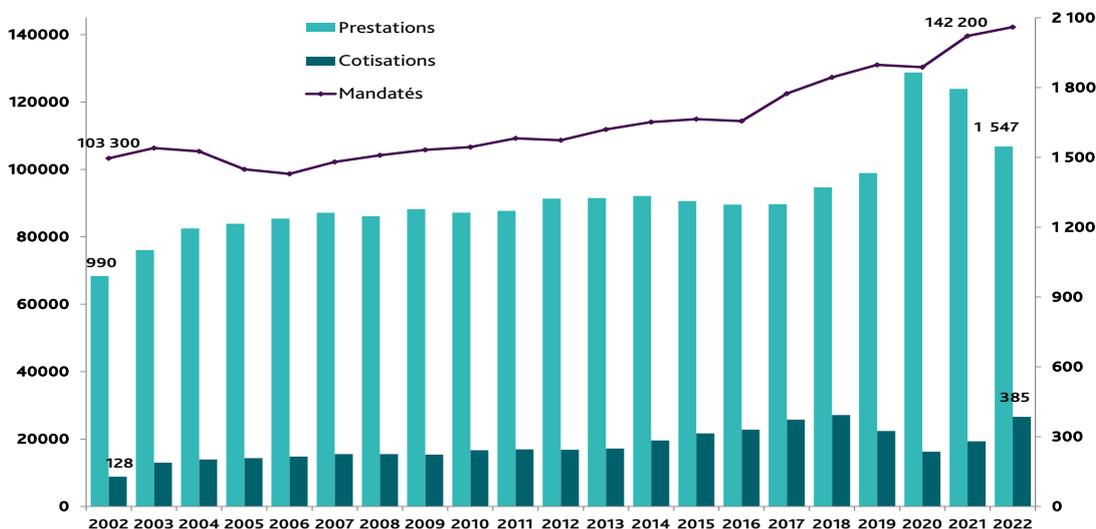
L'année 2022 se caractérise par une forte reprise d'activité dans le secteur du spectacle, après deux années affectées par la crise sanitaire. Par ailleurs, la possibilité d'ouvrir des droits a été étendue grâce à un allongement possible de la période de référence (suite à la fin du dispositif dit « année blanche », [cf. encadré en annexe]).

Le nombre d'allocataires indemnisés au moins une journée (« mandatés ») au titre des annexes 8 et 10 a ainsi progressé de 1,9% en 2022 pour atteindre 142 200, alors que la reprise de l'activité s'est traduite par une forte diminution du nombre moyen de jours indemnisés, et une baisse de 13,8% de la masse des prestations versées par rapport à 2021.

Le nombre d'allocataires indemnisés en fin d'année, 110 800 au total, diminue de 8,6% sur un an. Il s'agit d'une population d'âge moyen (40,8 ans), à forte prédominance masculine (62,3%). Un peu plus de la moitié des allocataires (52,0%) est indemnisée au titre de l'annexe 10. Le montant journalier moyen d'indemnisation s'établit à 57,7 euros (61,1 euros pour l'annexe 8 et 54,6 euros pour l'annexe 10).

HAUSSE DU NOMBRE DE MANDATÉS

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DES PRESTATIONS, COTISATIONS ET MANDATÉS ENTRE 2002 ET 2022



Source : France Travail - Fichier national des allocataires – Données comptables du centre de recouvrement d'Annecy

*cette évolution reflète une diminution des cotisations en 2020 et 2021 du fait de la suppression de la cotisation salariale dont la compensation, par l'affectation d'une partie des recettes de CSG, n'est pas prise en compte dans ce graphique

Le nombre d'allocataires indemnisés au moins une fois dans l'année (allocataires « mandatés ») au titre des annexes 8 (techniciens du spectacle) et 10 (artistes du spectacle) de l'Assurance chômage augmente de 1,9% (+2 600) en 2022. Cette hausse concerne surtout les mandatés au titre de l'annexe 10, dont le nombre augmente de 2,8% (+2 000) en un an.

Ces allocataires sont en moyenne indemnisés 194 jours en 2022. Par rapport à 2021, le nombre moyen de jours indemnisés a diminué de 35 jours en lien avec la fin de la crise sanitaire : la mise à l'arrêt pendant de nombreux mois des secteurs d'activité du spectacle avait entraîné une hausse du nombre de jours indemnisés. Par ailleurs, la mise en place d'une année blanche (cf. annexe) avait permis aux intermittents de continuer d'être indemnisés au-delà de leur fin de droit sachant que nombre d'entre eux n'auraient pu se rouvrir un droit faute de durées d'activité suffisantes. La reprise d'activité s'est faite progressivement en 2021. La durée d'indemnisation moyenne en 2022 retrouve le niveau d'avant la crise sanitaire (4 jours de moins que 2019). Les allocataires indemnisés au titre de l'annexe 8 ont moins de jours indemnisés que ceux indemnisés au titre de l'annexe 10 (161 jours pour les premiers contre 226 jours pour les seconds). Le taux journalier d'indemnisation moyen, qui dépend notamment des niveaux de salaire et du nombre d'heures de l'année précédant l'ouverture du droit¹, est de 56,2 € en 2022 soit presque le même niveau qu'il y a un an (+0,3%). La forte diminution de la durée moyenne d'indemnisation ainsi qu'une stagnation du taux journalier moyen, ont eu pour conséquence une diminution des prestations versées en 2022 de 13,8% sur un an, malgré la hausse du nombre de mandatés. Le montant total représente 1 547 millions d'euros en 2022, alors qu'il atteignait 1 865 millions d'euros en 2020 et 1 795 Md€ en 2021. Il reste nettement supérieur au niveau d'avant-crise de 1 433 millions d'euros.

TABEAU 1 : ALLOCATAIRES INDEMNISÉS DANS LE CADRE DES ANNEXES 8 ET 10 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Année	Régime	Allocataires mandatés au cours de l'année (1)	Taux journalier	Durée moyenne	Prestations versées (2)	Cotisations encaissées (3)	Dont contributions encaissées au titre de l'Assurance chômage (4)	Rapport prestations (2)/ contributions (4)
	Annexe 8	50 618			693			
	Annexe 10	48 060			544			
2006	Total	98 678	59,3	211	1 237	214	212	584%
	Annexe 8	62 340			683			
	Annexe 10	52 021			629			
2015	Total	114 361	56,8	202	1 312	314	308	427%
	Annexe 8	63 241	60,7	174	666			
	Annexe 10	53 907	52,6	223	631			
2016	Total	117 148	56,5	196	1 297	330	325	400%
	Annexe 8	64 033	59,0	163	617			
	Annexe 10	58 490	51,7	226	682			
2017	Total	122 523	54,9	193	1 299	373	369	352%
	Annexe 8	64 744	58,6	165	628			
	Annexe 10	62 577	52,6	226	744			
2018	Total	127 321	55,2	195	1 371	393	390	352%
	Annexe 8	65 475	58,3	168	640			
	Annexe 10	65 547	53,0	228	793			
2019	Total	131 022	55,3	198	1 433	324*	320*	448%*
	Annexe 8	64 579	58,9	228	869			
	Annexe 10	65 740	53,4	284	996			
2020	Total	130 319	55,8	256	1 865	235*	232*	804%*
	Annexe 8	69 467	59,0	198	813			
	Annexe 10	70 164	53,8	260	981			
2021	Total	139 631	56,0	229	1 795	280*	277*	648%*
	Annexe 8	70 124	59,4	161	669			
	Annexe 10	72 118	54,0	226	878			
2022	Total	142 242	56,2	194	1 547	385*	380*	407%*
Évolution 2021/2022		1,9%	0,3%	-15,6%	-13,8%	37,5%	37,2%	-241 pts

(1) Allocataires qui ont été indemnisés au moins une journée au cours de l'année. (2) Prestations versées au titre de l'assurance chômage en millions d'euros (hors AGS)

(3) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage et de l'AGS en millions d'euros et prise en charge de l'ACOSS (pour les contributions salariales en 2018 et pour les contributions patronales exonérées à compter du 1^{er} octobre 2019) (4) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage et prise en charge de l'ACOSS depuis 2018

*ces montants sont affectés à la baisse du fait de la suppression de la cotisation salariale dont la compensation, par l'affectation d'une partie des recettes de CSG, n'est pas prise en compte dans ce tableau. Si on prend en plus le montant de csg estimé en remplacement de la cotisation salariale supprimée, les recettes du régime seraient de 329 M€ en 2021 et 454 M€ en 2022. Source : France Travail - Fichier national des allocataires – Données comptables du centre de recouvrement d'Annecy Champ : France entière

1. La période de recherche des 507 heures pour bénéficier d'un renouvellement des droits au 1^{er} janvier 2022, pouvait être allongée de manière exceptionnelle (cf. annexe 1).

Les contributions totales encaissées au titre de l'Assurance chômage augmentent de 37,2% sur un an et de 18,8% par rapport à 2019. Cette hausse s'explique par la forte reprise d'activité en 2022 à l'issue de la crise sanitaire. La masse salariale versée au titre des contrats effectués en 2022 a augmenté de 22,1% sur un an et de 16,2% par rapport au niveau d'avant-crise².

LE NOMBRE DE BENEFICIAIRES EST EN BAISSÉ DE 8,6%

Au 31 décembre 2022, le nombre d'allocataires indemnisés sur le mois atteint 110 800 soit une baisse de 8,6% par rapport à l'année précédente [cf. tableau 2], conséquence de la fin de la crise sanitaire qui avait entraîné une activité plus faible et un nombre d'intermittents effectivement indemnisés en conséquence plus élevé³. Le nombre d'allocataires indemnisés reste cependant plus élevé que ce qu'il était avant la crise sanitaire (+5,5% par rapport à fin 2019). L'annexe 10 représente 52,0% des indemnisés en 2022.

TABLEAU 2 : ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS ET DU MONTANT JOURNALIER MOYEN AU 31 DÉCEMBRE ENTRE 2016 ET 2022

	Annexe 8	Annexe 10	Ensemble	Part de l'annexe 10	Montant journalier moyen du droit
2016	48 739	44 653	93 392	47,8%	56,9 €
2017	47 436	48 700	96 136	50,7%	56,1 €
2018	48 840	51 445	100 285	51,3%	56,5 €
2019	50 503	54 556	105 059	51,9%	56,5 €
2020	57 386	62 011	119 397	51,9%	56,7 €
2021	58 485	62 733	121 218	51,8%	58,2 €
2022	53 149	57 666	110 815	52,0%	57,7 €
Évolution 2021/2022	-9,1%	-8,1%	-8,6%	+ 0,2 point	-0,8%
	-5 336	-5 067	-10 403		-0,5 €

Source : France Travail - Fichier national des allocataires

Le montant journalier moyen du droit des allocataires indemnisés fin 2022 est de 57,7€. Il a diminué de 0,8% par rapport à fin 2021 du fait de la réouverture de droits en 2022 avec un nombre d'heures moindre. Pour les techniciens, cette allocation journalière s'élève à 61,1 € contre 54,6 € pour les artistes. Les intermittents étant indemnisés environ 16 jours dans le mois en moyenne (3 jours de moins que fin 2021), l'allocation mensuelle moyenne s'élève ainsi à 931 € bruts par mois (181€ de moins qu'en 2021).

62% des allocataires indemnisés au 31 décembre 2022 sont des hommes

La population relevant de ces annexes est majoritairement masculine : les hommes représentent 62,3% des indemnisés au 31 décembre 2022 (65,0 % pour l'annexe 8 et 59,8% pour l'annexe 10), [cf. tableau 3]. A titre de comparaison, ils représentent 49,8% de l'ensemble des allocataires de l'Assurance chômage.

Cette population comporte peu de jeunes : les moins de 25 ans représentent 3,8% des indemnisés contre 10,8% pour les allocataires de l'Assurance chômage. Les plus de 50 ans sont également moins représentés dans les annexes 8 et 10 : la part des plus de 50 ans y est de 23,7% (contre 28,9% pour les allocataires de l'Assurance chômage).

La population relevant de ces annexes réside principalement dans la région Île de France (40,8%). Cette concentration est plus forte pour les allocataires de l'annexe 8 qui sont 46,0% à habiter en Île de France (contre 35,9% des allocataires de l'annexe 10).

TABLEAU 3 : RÉPARTITION PAR ÂGE ET CARACTÉRISTIQUES DES INDEMNISÉS AU 31 DÉCEMBRE 2022

	Ensemble	Annexe 8	Annexe 10
Moins de 25 ans	3,8%	4,9%	2,9%
25-34 ans	29,4%	33,6%	25,5%
35-49 ans	43,1%	40,7%	45,3%
50 ans et plus	23,7%	20,8%	26,4%
Âge moyen	40,8	39,5	42,0
Part des hommes	62,3%	65,0%	59,8%
Part de l'Île de France	40,8%	46,0%	35,9%

Source : France Travail - Fichier national des allocataires

2. Voir « L'emploi intermittent dans le spectacle au cours de l'année 2022 », France Travail, septembre 2022, n°23.032
3. La grande majorité des allocataires a vu ses droits à indemnisation prolongés dans le cadre du dispositif d'année blanche.

LES METIERS RECHERCHÉS PAR LES ARTISTES SONT MOINS DIVERS QUE CEUX RECHERCHÉS PAR LES TECHNICIENS

Il est difficile de spécifier un métier particulier pour chacun des allocataires, puisque par définition celui-ci a pu s'ouvrir un droit en exerçant des emplois différents. Il est toutefois intéressant d'examiner le métier recherché, tout en sachant que celui-ci n'est pas systématiquement le métier exercé.

Près de la moitié des techniciens indemnisés recherchent l'un des cinq métiers suivants [cf. tableau 4] : la prise de son et sonorisation (12,5%), la production et l'administration (10,2%), l'éclairage spectacle (8,9%), l'image cinématographique et télévisuelle (7,2%) et le montage audiovisuel et post-production (7,0%).

TABLEAU 4 : RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 8 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Allocation journalière moyenne (€)	Age moyen	%	% cumulé
Prise de son et sonorisation (L1508)	6 633	61,3	39	12,5%	12,5%
Production et administration spectacle, cinéma et audiovisuel (L1302)	5 436	59,7	39	10,2%	22,7%
Éclairage spectacle (L1504)	4 726	62,1	41	8,9%	31,6%
Image cinématographique et télévisuelle (L1505)	3 847	63,7	40	7,2%	38,8%
Montage audiovisuel et post-production (L1507)	3 710	63,5	39	7,0%	45,8%
Décor et accessoires spectacle (L1503)	3 085	60,8	42	5,8%	51,6%
Régie générale (L1509)	3 056	61,6	42	5,7%	57,4%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	3 043	60,5	39	5,7%	63,1%
Réalisation de contenus multimédias (E1205)	2 983	64,9	34	5,6%	68,7%
Machinerie spectacle (L1506)	2 730	60,2	41	5,1%	73,8%
Films d'animation et effets spéciaux (L1510)	1 868	64,7	32	3,5%	77,4%
Costume et habillage spectacle (L1502)	1 643	59,4	40	3,1%	80,5%
Musique et chant (L1202)	1 250	56,6	44	2,4%	82,8%
Art dramatique (L1203)	993	55,1	42	1,9%	84,7%
Coiffure et maquillage spectacle (L1501)	876	63,3	44	1,6%	86,3%
Journalisme et information média (E1106)	599	62,0	38	1,1%	87,4%
Création en arts plastiques (B1101)	410	58,8	42	0,8%	88,2%
Promotion d'artistes et de spectacles (L1303)	406	57,3	38	0,8%	89,0%
Autres métiers	5 855	58,2	39	11,0%	100%
Ensemble	53 149	61,1	39	100%	100%

Source : France Travail - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2022

Pour les artistes indemnisés, la recherche d'emploi se concentre sur deux métiers [cf. tableau 5] : les métiers de la musique et du chant (38,7%) et de l'art dramatique (28,1%).

TABLEAU 5 : RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 10 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Taux journalier moyen (€)	Age moyen	%	% cumulé
Musique et chant (L1202)	22 326	53,7	43	38,7%	38,7%
Art dramatique (L1203)	16 198	55,4	42	28,1%	66,8%
Danse (L1201)	4 916	54,7	37	8,5%	75,3%
Arts du cirque et arts visuels (L1204)	3 502	54,7	39	6,1%	81,4%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	2 299	58,6	46	4,0%	85,4%
Enseignement artistique (K2105)	1 094	51,2	40	1,9%	87,3%
Mise en scène de spectacles vivants (L1301)	817	56,2	44	1,4%	88,7%
Prise de son et sonorisation (L1508)	566	53,3	41	1,0%	89,7%
Autres métiers	5 948	54,6	40	10,3%	100%
Ensemble	57 666	54,6	42	100%	100%

Source : France Travail - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2022

LE NOMBRE D'OUVERTURES DE DROIT AUGMENTE TRÈS FORTEMENT

Les intermittents du spectacle alternent des périodes d'emploi et de chômage. Les règles spécifiques d'indemnisation annexées au règlement général de l'Assurance chômage, les annexes 8 et 10, tiennent compte de cette particularité des conditions d'emploi. Hors règles spécifiques liées à la crise sanitaire, un droit à l'indemnisation est ouvert aux artistes et techniciens du spectacle inscrits comme demandeurs d'emploi et qui justifient d'une durée de travail supérieure à 507 heures sur une période de référence de 12 mois⁴. Au sortir de l'année blanche, le nombre d'heures d'affiliation pouvait être recherché sur une période plus longue [cf. annexe 1].

En 2022, 158 100 ouvertures de droits ont été dénombrées (y compris la réouverture d'un droit nouveau après l'expiration d'un droit précédent), soit 83 600 de plus qu'en 2021 (+112,3%, [cf. tableau 6]), suite à 2 années au cours desquelles le très fort ralentissement de l'activité et les mesures de prolongation des droits (année blanche) avait très fortement réduit le nombre d'ouvertures de droit. Cette hausse du nombre d'ouverture de droits est observée pour l'annexe 8 (+45 400 ; +130,5%) et pour l'annexe 10 (+38 200 ; +96,3%). Le volume d'ouverture de droits reste en outre nettement supérieur au volume d'avant crise. Cela tient en premier lieu au sortir de l'année blanche : d'une part beaucoup d'ouverture de droit qui n'ont pas eu lieu en 2020 et 2021 se sont reportées en début d'année 2022, suite à la fin de l'année blanche, et d'autre part des aménagements exceptionnels ont été mis en place pour permettre au plus grand nombre de s'ouvrir un droit⁵. En second lieu, la forte reprise d'activité a permis à plus de personnes de travailler au moins 507h, conduisant à une ouverture de droit.

**TABLEAU 6 :
OUVERTURES DE DROITS DANS LES ANNEXES 8 ET 10 ENTRE 2014 ET 2022**

	Annexe 8		Annexe 10		Ensemble	
	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne
2014	48 322	725	49 160	638	97 482	681
2015	48 073	736	49 143	647	97 216	691
2016	46 688	754	51 038	659	97 726	704
2017	51 299	840	54 201	717	105 500	776
2018	57 166	861	57 436	718	114 602	789
2019	59 204	852	60 461	713	119 665	782
2020	20 697	869	19 124	734	39 821	804
2021	34 787	1021	39 669	892	74 456	952
2022	80 186	898	77 868	721	158 054	811
Évolution 2021-2022	130,5%	-12,0%	96,3%	-19,2%	112,3%	-14,9%
	45 399	-123	38 199	-172	83 598	-142

Source : France Travail - Fichier national des allocataires

Les durées moyennes d'affiliation diminuent

La durée moyenne d'affiliation globale à l'ouverture du droit pour les deux annexes s'élève à 811 heures [cf. tableau 6], soit 29 heures de plus qu'en 2019, dernière année de référence avant la crise sanitaire (+3,7%) et 141 heures de moins qu'en 2021 (-14,9% en un an). De manière plus spécifique, la durée moyenne d'affiliation pour les techniciens s'élève ainsi à 898 heures (+46 heures par rapport à 2019 et -123 heures par rapport à 2021) à 721 heures pour les artistes (+8 heures par rapport à 2019 et -171 heures par rapport à 2021). Cette forte baisse de la durée de l'affiliation par rapport à 2021 est liée au fait que les ouvertures de droits en 2021 étaient principalement des demandes de réexamen anticipées. Or pour celles-ci la période de recherche de l'affiliation était allongée des périodes de confinement (cf. annexe), ce qui conduisait à des durées travaillées prise en compte pour l'ouverture du droit plus élevées.

Une ouverture de droits sur 10 correspond à une primo-ouverture

Au cours de l'année 2022, 14 500 allocataires sont entrés pour la première fois en indemnisation à l'Assurance chômage au titre des annexes 8 et 10, ce qui représente 9,1% des entrées. La part des nouveaux entrés est plus importante pour les techniciens (9,5%) que pour les artistes (8,8%). Le nombre de primo-entrants a augmenté de 22,7% en 2022 par rapport à 2019 (39,6% par rapport à 2021) du fait de la forte hausse d'activité post crise sanitaire amorcée en 2021.

L'âge moyen à l'entrée est de 32 ans (31 ans pour les techniciens et 33 ans pour les artistes). La part des hommes s'élève à 56,5%. La durée moyenne d'affiliation des primo-entrants est de 701 heures en 2022 soit une hausse de 4,3% par rapport à 2019 (+9 heures) et une baisse par rapport à 2021 (-1,0% ; -7 heures). Les primo-entrants ont une durée d'affiliation moyenne de 755 heures pour l'annexe 8 et de 641 heures pour l'annexe 10 [cf. tableau 7]. Cette durée moyenne est inférieure d'environ 110 heures à celle de l'ensemble des allocataires ayant eu une ouverture de droits au cours de l'année (811 heures).

4. Avant le 1^{er} août 2016, cette période de référence s'étendait sur dix mois pour les techniciens (annexe 8) et sur dix mois et demi pour les artistes (annexe 10).

5. A ce moment la période de recherche de l'affiliation a été allongée au-delà de 12 mois pour les personnes qui n'avaient pas les 507h requises sur 12 mois.

**TABLEAU 7 :
NOMBRE DE 1^{ÈRES} OUVERTURES DE DROITS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 PAR AN**

Année	Annexe 8		Annexe 10		Total	
	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)
2005	4 811	668	3 468	613	8 279	645
2006	5 470	689	3 788	617	9 258	659
2007	5 714	672	3 653	603	9 367	645
2008	6 013	660	4 223	603	10 236	636
2009	5 111	664	3 898	617	9 009	644
2010	4 852	658	3 829	602	8 681	634
2011	5 536	652	4 078	601	9 614	631
2012	5 857	655	4 036	597	9 893	631
2013	5 508	658	3 972	602	9 480	634
2014	5 043	660	3 546	604	8 589	637
2015	4 660	684	3 202	612	7 862	655
2016	5 308	680	4 110	616	9 418	652
2017	5 913	703	4 906	632	10 819	671
2018	6 529	718	5 665	638	12 194	681
2019	6 084	708	5 711	634	11 795	672
2020	4 787	713	4 361	648	9 148	682
2021	5 508	768	4 858	639	10 366	708
2022	7 631	755	6 836	641	14 467	701

Source : France Travail - Fichier national des allocataires

PLUS DE 9 ALLOCATAIRES EN FIN DE DROIT SUR 10 S'OUVRENT UN AUTRE DROIT À INDEMNISATION

En 2022, le nombre de sorties de droit a légèrement diminué par rapport à 2021 (-1,7%). Le nombre de sorties avait fortement augmenté en 2021, compte tenu de la fin de la mesure de prolongation des fins de droit.

**TABLEAU 8 :
DURÉE MOYENNE D'INDEMNISATION ET COÛT MOYEN DES SORTIES DE DROIT AU COURS DE L'ANNÉE**

Année	Annexe 8			Annexe 10			Total		
	Nombre de sorties	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Nombre de sorties	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Nombre de sorties	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €
2016	46 727	233	14 181	49 302	242	12 777	96 029	238	13 460
2017	52 834	219	13 222	49 661	248	12 958	102 495	233	13 094
2018	57 328	190	11 212	54 595	251	13 080	111 923	220	12 123
2019	58 940	186	10 881	57 461	251	13 288	116 401	218	12 069
2020	13 492	193	11 023	12 373	268	14 189	25 865	229	12 538
2021	63 434	448	26 358	63 325	584	31 084	126 759	516	28 719
2022	62 428	166	9 968	62 200	242	13 174	124 628	204	11 568

Source : France Travail - Fichier national des allocataires

Parmi les 124 600 sorties de 2022, les fins de droit représentent la très grande majorité⁶. Dans 91,4% des cas, les intermittents se sont ouverts un nouveau droit à indemnisation soit au titre des annexes 8 et 10, ou d'un autre régime de l'Assurance chômage, soit au titre du Fonds de Professionnalisation et de Solidarité, et 8,6% sont sortis de manière durable, c'est-à-dire sans nouvelle période de chômage indemnisée. Ce dernier cas de figure peut recouvrir des situations très variées : accident de carrière (changement de profession, etc.), départ à la retraite ou reprise d'un travail sans interruption.

La durée moyenne d'indemnisation est en forte baisse

La durée moyenne d'indemnisation au cours du droit, mesurée à la sortie du droit, est en forte baisse par rapport à 2021, année particulière où les droits avaient été prolongés (-321 jours) pour atteindre 204 jours, soit un niveau légèrement inférieur à ce qu'il était avant crise [cf. tableau 8]. Elle diminue de 282 jours pour l'annexe 8 et de 342 jours pour l'annexe 10.

Un montant moyen d'indemnisation par droit en très forte diminution

Le montant moyen d'indemnisation par droit, mesuré à la sortie du droit, s'établit à 11 600 euros en 2022 [cf. tableau 8]. Il diminue logiquement très fortement par rapport à 2021 (-59,7%) suite à la très forte diminution du nombre de jours indemnisés. Le montant moyen est légèrement inférieur à ce qu'il était avant la crise (-4,2% par rapport à 2019) du fait de la durée moyenne d'indemnisation légèrement inférieure.

Guillaume DELVAUX
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

6. Outre les fins de droit, les sorties de droit englobent également les radiations, départs à la retraite, décès,...

LES PRINCIPALES RÈGLES D'INDEMNISATION DES ANNEXES 8 ET 10

Le Règlement général annexé à la convention du 14 mai 2014 pose les conditions générales d'accès au régime d'assurance chômage. Les conditions propres aux professionnels du spectacle sont précisées dans les annexes 8 et 10 à ce Règlement. **Suite à l'accord du 28 avril 2016 et à la publication du décret du 13 juillet 2016, des nouvelles règles sont mises en œuvre à partir du 1^{er} août 2016. Les nouvelles règles sont applicables aux droits déterminés à partir d'une fin de contrat de travail à compter du 1^{er} août 2016.**

L'annexe 8 concerne les techniciens et ouvriers des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, de la radio, de la diffusion et du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée. Le champ d'application de l'annexe 8 est limité à certaines fonctions de salariés qui doivent être mentionnée dans la liste des emplois de l'annexe 8.

L'annexe 10 s'applique à l'ensemble des artistes du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée (tels que définis par l'article 7121-2 du code du travail).

L'OUVERTURE DE DROITS

Pour bénéficier d'une ouverture de droit au titre des annexes 8 et 10, il faut justifier exclusivement dans ce régime de 507 heures de travail ou d'heures assimilées au cours des 12 mois qui précèdent la fin de contrat de travail prise en compte pour l'ouverture du droit.

LE CALCUL DE L'ALLOCATION JOURNALIÈRE

Le montant de l'allocation journalière n'est pas déterminé à partir d'une base journalière mais en fonction des salaires et heures de la période de référence, ainsi que de l'allocation journalière minimale.

LA DURÉE DU DROIT

Le droit est attribué jusqu'à une date anniversaire qui marque la fin de l'indemnisation. La date anniversaire est fixée au terme d'un délai de 365 jours calendaires à compter de la fin de contrat de travail prise en considération pour l'ouverture des droits.

LE SEUIL DE NON INDEMNISATION

Aucune indemnisation n'est due lorsqu'un seuil de jours mensuel de travail est atteint (26 jours⁷ pour l'annexe 8 et 27 jours pour l'annexe 10).

LE CUMUL DE L'ALLOCATION AVEC UNE RÉMUNÉRATION

Suite à la publication du décret n°2016-961 du 13 juillet 2016, le plafonnement au cumul de l'ARE spectacle avec une activité reprise est fixé à 118 % du plafond de la sécurité sociale soit 4 045,04 euros bruts au 1^{er} janvier 2020.

Le calcul du nombre de jours non indemnisables (J) se fait uniquement en fonction du nombre d'heures effectuées⁸ et de l'annexe qui a permis l'ouverture des droits :

- Annexe 8 : $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 8) \times 1,4$
- Annexe 10 : $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 10) \times 1,3$

Exemple :

Un technicien perçoit 70 € d'allocation journalière et déclare 120 heures de travail pour 2 500 euros bruts en septembre (30 jours dans le mois).

$J = (120 \text{ h} / 8) \times 1,4 = 21$. Nombres de jours indemnisables = $30 - 21 = 9$

Le montant de l'ARE versé sera de 630 euros ($9 \times 70 \text{ €/jour}$).

Le plafond est vérifié et n'est pas dépassé : $630 \text{ €} + 2 500 \text{ €} = 3 130 \text{ €} < 4 045,04 \text{ €}$

7. Heures de travail divisées par 8 pour l'annexe 8 ; heures de travail divisées par 10 pour l'annexe 10.

8. Pour toute fin de contrat de travail égale ou postérieure au 1^{er} août 2016, le cachet est valorisé à 12 heures (contre 8 heures pour le cachet groupé et 12 heures pour le cachet isolé précédemment).

LE DÉLAI D'ATTENTE

Un délai d'attente de sept jours s'applique à chaque ouverture de droits ou réadmission. Il ne peut pas excéder 7 jours sur une même période de 12 mois. Il ne peut commencer à courir que sur un jour indemnisable.

LA FRANCHISE CONGÉS PAYÉS

Cette franchise correspond aux jours de congés payés acquis auprès de la caisse des congés spectacle pendant la période de référence d'affiliation de l'ouverture de droit, à raison de 2,5 jours de congés par période de 24 jours travaillés. Elle est plafonnée à 30 jours calendaires et se consomme mensuellement à raison de :

1. 2 jours par mois si la franchise totale est inférieure ou égale à 24 jours
2. 3 jours par mois si la franchise totale est strictement supérieure à 24 jours

Pour en savoir plus : <https://www.pole-emploi.fr/candidat/mes-droits-aux-aides-et-allocati/a-chaque-situation-son-allocatio/quel-est-mon-metier-mon-secteur/je-suis-intermittente-du-spectac.html>

DISPOSITIF DE « L'ANNÉE BLANCHE »

Le dispositif de « l'année blanche », qui a été instauré suite à la crise sanitaire démarrée en 2020, est un dispositif de prolongation des droits aux allocations jusqu'au 31 décembre 2021 pour les artistes et techniciens intermittents du spectacle.

Tous les intermittents du spectacle pour qui la fin de droit devait intervenir entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 décembre 2021 peuvent bénéficier de ce dispositif.

La période de recherche des 507 heures pour bénéficier d'un renouvellement des droits au 1^{er} janvier 2022, a pu être allongée de manière exceptionnelle par période de 30 jours au-delà des 12 mois précédents.

ANNEXE 2

TABLEAU PAR DÉPARTEMENT ET RÉGION

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
08. Ardennes	40	45	58,0	59	42	55,1	99	43	56,3	0,1%
10. Aube	40	42	62,8	75	43	54,7	115	43	57,5	0,1%
51. Marne	213	41	61,2	268	40	54,2	481	40	57,3	0,4%
52. Haute-Marne	17	38	56,9	37	49	54,2	54	45	55,1	0,0%
54. Meurthe-et-Moselle	227	39	59,9	312	43	55,5	539	41	57,4	0,5%
55. Meuse	24	41	63,6	43	42	54,4	67	42	57,7	0,1%
57. Moselle	206	41	59,8	243	42	54,4	449	41	56,9	0,4%
67. Bas-Rhin	708	39	60,3	666	41	55,3	1 374	40	57,8	1,2%
68. Haut-Rhin	150	41	58,4	211	41	55,8	361	41	56,9	0,3%
88. Vosges	44	37	59,7	81	42	55,1	125	40	56,7	0,1%
Grand Est	1 669	40	60,1	1 995	42	55,0	3 664	41	57,4	3,3%
16. Charente	903	35	62,6	186	44	53,1	1 089	37	61,0	1,0%
17. Charente-Maritime	348	43	60,1	386	45	53,6	734	44	56,7	0,7%
19. Corrèze	60	39	56,8	142	41	51,9	202	40	53,4	0,2%
23. Creuse	37	43	52,7	58	46	53,4	95	45	53,1	0,1%
24. Dordogne	137	42	55,6	298	43	50,5	435	42	52,1	0,4%
33. Gironde	1 153	41	59,4	1 527	41	53,1	2 680	41	55,8	2,4%
40. Landes	139	42	60,1	217	43	52,4	356	43	55,4	0,3%
47. Lot-et-Garonne	72	43	59,5	181	45	51,0	253	44	53,4	0,2%
64. Pyrénées-Atlantiques	312	41	59,7	453	42	52,4	765	42	55,4	0,7%
79. Deux-Sèvres	107	43	60,2	203	42	55,7	310	42	57,2	0,3%
86. Vienne	204	42	59,4	373	43	54,7	577	42	56,3	0,5%
87. Haute-Vienne	144	42	56,0	226	42	54,0	370	42	54,8	0,3%
Nouvelle Aquitaine	3 616	40	59,9	4 250	42	53,0	7 866	41	56,2	7,1%
01. Ain	154	40	59,6	234	43	55,5	388	42	57,1	0,4%
03. Allier	64	42	57,4	143	45	54,5	207	44	55,4	0,2%
07. Ardèche	216	42	57,1	330	44	51,4	546	43	53,6	0,5%
15. Cantal	30	42	58,9	27	46	50,5	57	44	54,9	0,1%
26. Drôme	676	39	58,3	663	44	52,9	1 339	41	55,6	1,2%
38. Isère	627	40	58,0	888	42	53,6	1 515	41	55,4	1,4%
42. Loire	369	41	56,8	541	42	54,0	910	42	55,2	0,8%
43. Haute-Loire	77	42	57,4	115	44	52,1	192	43	54,2	0,2%
63. Puy-de-Dôme	283	42	58,5	389	44	52,7	672	43	55,2	0,6%
69. Rhône	1 936	38	58,7	2 643	39	54,2	4 579	39	56,1	4,1%
73. Savoie	174	40	59,5	269	42	53,4	443	41	55,8	0,4%
74. Haute-Savoie	298	38	59,8	310	41	55,0	608	40	57,4	0,5%
Auvergne-Rhône-Alpes	4 904	39	58,4	6 552	42	53,8	11 456	41	55,8	10,3%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
21. Côte-d'Or	239	40	59,0	275	43	55,3	514	42	57,0	0,5%
25. Doubs	191	40	60,4	239	42	54,4	430	41	57,0	0,4%
39. Jura	65	43	57,0	93	43	55,1	158	43	55,9	0,1%
58. Nièvre	76	40	60,3	97	46	51,8	173	43	55,5	0,2%
70. Haute-Saône	40	38	61,2	41	47	53,9	81	42	57,5	0,1%
71. Saône-et-Loire	145	42	59,9	236	43	53,5	381	42	56,0	0,3%
89. Yonne	102	43	61,5	152	45	54,3	254	45	57,2	0,2%
90. Territoire-de-Belfort	42	41	60,3	23	44	55,5	65	42	58,6	0,1%
Bourgogne-Franche-Comté	900	41	59,9	1 156	44	54,3	2 056	42	56,7	1,9%
22. Côtes-d'Armor	246	42	59,6	408	43	53,7	654	43	55,9	0,6%
29. Finistère	484	40	58,8	508	42	52,5	992	41	55,6	0,9%
35. Ille-et-Vilaine	1 015	39	59,0	1 051	41	53,2	2 066	40	56,1	1,9%
56. Morbihan	350	41	60,3	506	44	52,4	856	43	55,6	0,8%
Bretagne	2 095	40	59,2	2 473	42	53,0	4 568	41	55,9	4,1%
18. Cher	67	41	58,9	94	42	53,1	161	41	55,5	0,1%
28. Eure-et-Loir	142	43	64,2	154	45	56,0	296	44	60,0	0,3%
36. Indre	63	41	60,8	97	43	52,5	160	42	55,8	0,1%
37. Indre-et-Loire	373	42	60,1	675	41	54,1	1 048	41	56,2	0,9%
41. Loir-et-Cher	97	40	60,6	155	44	55,3	252	43	57,4	0,2%
45. Loiret	247	43	61,2	316	44	55,3	563	43	57,9	0,5%
Centre-Val de Loire	989	42	61,0	1 491	43	54,5	2 480	42	57,1	2,2%
2A. Corse-du-Sud	69	40	61,6	79	43	53,6	148	42	57,3	0,1%
2B. Haute-Corse	82	39	57,3	120	42	54,9	202	41	55,9	0,2%
Corse	151	40	59,3	199	43	54,4	350	41	56,5	0,3%
971. Guadeloupe	70	41	61,9	42	42	52,1	112	41	58,2	0,1%
972. Martinique	60	41	59,0	69	48	53,9	129	45	56,3	0,1%
973. Guyane	34	40	58,2	21	38	53,3	55	39	56,4	0,0%
974. La Réunion	295	41	58,1	302	42	52,6	597	41	55,3	0,5%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
75. Paris	10 940	39	62,7	10 512	41	56,8	21 452	40	59,8	19,4%
77. Seine-et-Marne	931	40	63,2	800	42	55,6	1 731	41	59,7	1,6%
78. Yvelines	1 165	38	63,6	788	42	56,6	1 953	40	60,8	1,8%
91. Essonne	905	40	63,9	656	43	55,5	1 561	41	60,3	1,4%
92. Hauts-de-Seine	2 897	38	64,0	1 744	42	56,6	4 641	39	61,2	4,2%
93. Seine-Saint-Denis	4 278	39	63,0	3 665	41	56,8	7 943	40	60,2	7,2%
94. Val-de-Marne	2 475	39	63,2	1 990	42	56,4	4 465	40	60,2	4,0%
95. Val-d'Oise	881	39	63,2	569	43	56,4	1 450	41	60,6	1,3%
Ile-de-France	24 472	39	63,1	20 724	41	56,7	45 196	40	60,1	40,8%
09. Ariège	92	42	53,1	219	42	49,9	311	42	50,8	0,3%
11. Aude	117	46	56,1	289	46	51,0	406	46	52,5	0,4%
12. Aveyron	81	42	56,5	169	43	51,1	250	43	52,8	0,2%
30. Gard	563	43	59,0	763	45	51,7	1 326	44	54,8	1,2%
31. Haute-Garonne	1 182	39	57,0	2 097	40	51,5	3 279	40	53,4	3,0%
32. Gers	79	42	56,5	173	45	52,7	252	44	53,9	0,2%
34. Hérault	1 660	39	59,4	1 887	43	51,9	3 547	41	55,4	3,2%
46. Lot	108	43	53,4	166	44	51,7	274	44	52,3	0,2%
48. Lozère	31	40	52,5	41	44	52,3	72	42	52,4	0,1%
65. Hautes-Pyrénées	66	43	55,3	171	45	50,9	237	44	52,1	0,2%
66. Pyrénées-Orientales	139	42	57,0	464	44	50,8	603	43	52,3	0,5%
81. Tarn	246	42	55,5	482	44	51,7	728	44	53,0	0,7%
82. Tarn-et-Garonne	66	46	59,6	166	45	51,6	232	45	53,9	0,2%
Occitanie	4 430	41	57,8	7 087	43	51,5	11 517	42	54,0	10,4%
02. Aisne	106	41	59,4	115	44	55,0	221	43	57,1	0,2%
59. Nord	1 358	38	61,2	1 205	41	57,3	2 563	39	59,4	2,3%
60. Oise	298	39	63,0	235	43	55,9	533	41	59,9	0,5%
62. Pas-de-Calais	213	39	59,3	228	41	55,9	441	40	57,5	0,4%
80. Somme	137	40	59,8	208	42	55,8	345	41	57,4	0,3%
Hauts-de-France	2 112	39	61,1	1 991	41	56,7	4 103	40	59,0	3,7%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
14. Calvados	338	42	59,7	418	43	54,7	756	42	56,9	0,7%
27. Eure	222	43	63,0	162	44	54,8	384	43	59,5	0,3%
50. Manche	106	40	61,1	153	45	52,3	259	43	55,9	0,2%
61. Orne	80	44	60,8	90	46	55,6	170	45	58,0	0,2%
76. Seine-Maritime	443	39	60,1	430	43	55,7	873	41	58,0	0,8%
Normandie	1 189	41	60,7	1 253	43	54,8	2 442	42	57,7	2,2%
44. Loire-Atlantique	1 198	41	58,6	1 511	42	54,3	2 709	41	56,2	2,4%
49. Maine-et-Loire	347	41	60,2	625	42	54,3	972	42	56,4	0,9%
53. Mayenne	77	38	58,8	89	44	55,4	166	41	57,0	0,1%
72. Sarthe	202	40	59,4	321	43	56,2	523	41	57,4	0,5%
85. Vendée	204	39	59,3	635	38	57,1	839	38	57,7	0,8%
Pays-de-la-Loire	2 028	40	59,1	3 181	41	55,1	5 209	41	56,6	4,7%
04. Alpes-de-Haute-Provence	116	42	56,7	175	45	49,4	291	43	52,3	0,3%
05. Hautes-Alpes	82	42	56,7	110	46	50,4	192	44	53,1	0,2%
06. Alpes-Maritimes	834	41	61,6	920	43	53,3	1 754	42	57,3	1,6%
13. Bouches-du-Rhône	2 137	41	59,8	2 313	42	52,9	4 450	41	56,2	4,0%
83. Var	511	43	59,8	778	44	51,8	1 289	43	55,0	1,2%
84. Vaucluse	452	43	59,3	576	45	53,0	1 028	44	55,7	0,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 132	41	60,0	4 872	43	52,6	9 004	42	56,0	8,1%
Total	53 149	39	61,1	57 666	42	54,6	110 815	41	57,7	100%

Source : France Travail - Fichier national des allocataires

Directeur de la publication
Thibaut GUILLUY

Directeur de la rédaction
Cyril NOUVEAU

Réalisation
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

France Travail
1 avenue du Docteur Gley
75987 Paris cedex 20

WWW.FRANCETRAVAIL.ORG



ISSN 2555-8404